

The Ottawa Sun du 9 juin 2007

>>> Laura Czekaj <laura.czekaj@sunmedia.ca> 2007-06-13 15:25 >>>

----- Forwarded Message

From: Laura Czekaj <laura.czekaj@sunmedia.ca>

Date: Wed, 13 Jun 2007 15:21:01 -0400

To: <deever@ceplf.edu.on.ca>

Conversation: Ottawa Sun story as requested.

Subject: Ottawa Sun story as requested.

The Ottawa Sun © Copyright 2007, Sun Media Corporation

Grits book \$9M for new Vanier school

Saturday, June 9, 2007

Tag: 0706090163

Edition: Final

Section: News

Length: 36 lines

Page: 12

BY LAURA CZEKAJ

Primary school children in Vanier rose to their feet to give a standing ovation after learning the Ontario government is spending \$9 million to build them a new school.

The more than 400 students at Ecole Elementaire Catholique Montfort and their teachers applauded Ottawa-Vanier MPP Madeleine Meilleur's funding announcement yesterday in the gym of the Sladen Ave. school.

While a construction date has not yet been set, the French Catholic school board already has its eye on a nearby property. The new school is expected to be ready by 2009.

"It's a school that really needs to be rebuilt and it's part of our program to have a good place to learn for our children," said Meilleur.

The current school is composed of sections built in 1949, 1958 and 1972.

Principal Benoit Laberge is looking forward to not having his students bundled in their winter coats or trying to function in sweltering heat because of temperature fluctuations.

"The environment is not there for them to perform or learn," he said.

Students and staff overcame their school's condition to win an award of excellence from the Fraser Institute recently.

Director of education Lise Bourgeois said the new money will likely not cover all the costs associated with opening a new school. But funds generated by the sale of the old site and fundraising will offset any additional costs.

Parents played an integral role in securing the province's interest in replacing the school.

Illustration:

photo by Tony Caldwell, Sun

MPP Madeleine Meilleur at Ecole Elementaire Catholique Montfort.

Keywords: OTTAWA AND REGION

© Copyright 2007, The Ottawa Sun Unauthorized reproduction or Web posting prohibited.

----- End of Forwarded Message



Le vendredi 15 juin 2007

## **Garderies : 84% des plaintes visent le privé**

Montréal

**Sur la totalité des plaintes déposées au premier trimestre de 2007 au ministère québécois de la Famille par des parents d'enfants qui fréquentent des garderies, 84 pour cent visaient les garderies privées subventionnées.**

C'est ce que rapporte le *Journal de Montréal*, qui a obtenu l'information en ayant recours à la Loi d'accès à l'information. Sur les 55 plaintes examinées, qui furent déposées entre le 1er janvier et le 1er avril derniers, deux portaient sur des garderies en milieu familial; 46 concernaient des garderies privées.

Les parents dénoncent surtout les économies dites de bouts de chandelles, une mauvaise nourriture et les faibles portions, l'hygiène déficiente et le faible ratio d'éducatrices.

Le président de l'Association des garderies privées du Québec, Sylvain Lévesque, suggère au ministère de dépouiller les garderies délinquantes de leur permis puisqu'à son avis, elles ne méritent pas d'accueillir des enfants. Le ministère a d'ailleurs le pouvoir de cette mesure mais selon la chargée de communications, Michelle Rompré, elle n'a pas été appliquée depuis longtemps.

Pourtant, Sylvie Tonnelier, présidente de la Fédération des intervenantes en petite enfance, un syndicat affilié à la FTQ, soutient que les éducatrices qui ont travaillé en garderies privées subventionnées ont fréquemment rapporté des histoires d'horreur à propos du traitement réservé aux petits enfants. Elle rappelle que ces établissements doivent être rentables et à son avis, le système de garderie à but non lucratif offre une meilleure qualité.

Sur les 55 plaintes examinées, sept portaient sur des installations publiques.



Le vendredi 15 juin 2007

## Des CPE à temps partiel dès l'an prochain

[Malorie Beauchemin](#)

Québec

**La ministre de la Famille Michelle Courchesne entend améliorer la flexibilité des centres de la petite enfance (CPE), dès l'an prochain, afin de répondre à une demande des parents qui ont des horaires atypiques. Elle souhaite offrir notamment davantage de places à temps partiel.**

Actuellement, il est très difficile d'envoyer son enfant quelques jours par semaine seulement en service de garde, vu la rigidité du financement du système.

«Il faut adapter les services en ce sens-là. J'ai convenu d'agir rapidement, pour que, dès le prochain budget, il y ait des nouvelles mesures pour adapter le mode de financement», a souligné la ministre Courchesne, hier, en commission parlementaire. Elle ajoute que ce ne sera peut-être pas tous les centres de la petite enfance qui pourront offrir des places à temps partiel. Mais cet ajout pourrait nécessiter une révision de l'organisation du personnel dans les CPE, soutient-elle.

Le député du Parti québécois et porte-parole en matière de famille, Camil Bouchard, a rappelé que la flexibilité des horaires était au coeur des préoccupations de l'ex-ministre de la Famille Carole Thériberge, lors de sa refonte du système des CPE, en 2005.

Le critique de l'opposition officielle adéquiste, Jean Domingue, a pour sa part estimé que «le système devrait s'adapter aux parents plutôt que les parents au système».

Actuellement, les horaires atypiques sont rares en CPE. Sur les quelques 200 000 places offertes, 10 enfants fréquentent un service de garde de nuit, 406 la fin de semaine, 430 en programmes de demi-journée et 14 600 à temps partiel.

La ministre entend augmenter cette offre de service, mais elle estime qu'il faudra que cela se fasse «région par région».

L'Association québécoise des CPE (AQCPE) travaillera de concert avec le ministère pour trouver rapidement des solutions. «Nous offrons déjà un peu de temps partiel, mais il nous faut élargir, assouplir l'offre de service, a expliqué la présidente de l'AQCPE, Johanne Roy. Pour que l'offre augmente, il faut par contre que le financement soit modulé en conséquence.»

L'objectif à court terme est de répondre à toute la demande, incluant celle pour des horaires atypiques, rappelle Mme Roy. «L'universalité de l'accès, c'est ce qui compte», dit-elle.



Le vendredi 15 juin 2007

## Les universités québécoises endettées plus que jamais

[Malorie Beauchemin](#)

Québec

**Les déficits accumulés des établissements universitaires de la province ont atteint en 2006 plus de 337 millions de dollars. Du jamais vu au Québec. Compte tenu de la situation difficile de plusieurs universités, cette dette risque même d'augmenter.**

Un document produit récemment par le ministère de l'Éducation, et dont *La Presse* a obtenu copie, indique qu'en date du 31 mai 2006 le déficit accumulé total des universités québécoises atteignait 337 millions. C'est près de 100 millions de plus que l'année précédente (241 millions), selon les chiffres du Ministère. Or, plusieurs établissements ont présenté dans les dernières semaines des prévisions budgétaires déficitaires pour l'année prochaine.

Seulement avec le déficit de 28 millions de l'UQAM pour 2006-2007 et les déficits totalisant 36 millions de l'Université de Montréal pour l'année en cours et la prochaine, la dette totale se chiffre à 401 millions de dollars. Le mois dernier, *La Presse* a révélé que l'Université de Montréal verra son déficit accumulé atteindre 120 millions en 2008.

L'Université de Sherbrooke vient pour sa part de renouer avec l'équilibre budgétaire en adoptant le mois dernier un budget excédentaire pour 2007-2008. Mais son déficit accumulé se situe toujours à 15 millions, soit trois millions de plus qu'à la fin de l'exercice 2005-2006.

Le nouveau recteur de l'Université Laval, Denis Brière, a quant à lui annoncé lors de sa nomination qu'il s'attaquerait rapidement à la dette de l'institution, qui se chiffre toutefois à plus de 125 millions.

À la fin des années 90, le total des déficits accumulés des universités avait atteint un sommet à près de 300 millions. Puis, la dette totale a diminué pour atteindre 208 millions en 2002-2003, avant de remonter en flèche.

«C'est inégalé dans l'histoire du Québec. On parle d'une dette historique, s'est inquiété Nicolas Girard, porte-parole du Parti québécois pour l'enseignement supérieur. Et ça ne tient pas compte de la nouvelle réalité qu'on connaît à l'UQAM et celle déjà annoncée à l'Université de Montréal. Ça illustre à quel point il y a un sous-financement criant des universités québécoises.»

«Le Québec est en train de perdre du terrain sur nos concurrents», a-t-il ajouté. À titre comparatif, le gouvernement ontarien s'est engagé dans un investissement de 8 milliards dans la recherche et l'enseignement supérieur jusqu'en 2011. En Alberta, le financement public des universités augmentera de 30% d'ici 2008.

«L'avenir du Québec repose sur sa capacité à investir dans sa matière grise», a estimé M. Girard. Le Parti québécois réclame un débat public «urgent» sur l'avenir de l'enseignement supérieur.

**La ministre se veut rassurante**

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a voulu minimiser l'importance de ces déficits accumulés. «Une dette est toujours une situation sérieuse dans la mesure où il faut la rembourser, mais il faut l'examiner comme il faut, a-t-elle expliqué. Sur le 337 millions, il faut faire très attention, il y a un 123 millions qui appartient au déficit de l'Université Laval et c'est majoritairement dû au déficit du régime de retraite.» Or, cette situation serait «sous contrôle», selon la ministre, puisque l'institution de Québec a promis de résorber la situation dans son plan de redressement.

Mme Courchesne a tenu à répéter que le cas de l'UQAM constituait une «situation exceptionnelle» et qu'il ne fallait pas la comparer aux autres universités. Rappelons que l'institution montréalaise est aux prises avec un gouffre financier considérable lié à des projets immobiliers déficitaires.

«Pour chaque université, ce sont des situations complexes, qui méritent des nuances, des explications. Il y a des situations sérieuses, mais il ne faut pas être alarmiste, a souligné la ministre. Je peux vous assurer qu'on est en suivi régulier avec chaque université, avec chaque plan de redressement. On gère ça avec beaucoup de rigueur.» Elle dit par ailleurs craindre «un dérapage alarmiste» qui ferait fuir les étudiants et inquiéterait injustement les employés.

Selon la ministre, les dettes contractées pour l'amélioration des services, la construction de nouveaux locaux ou l'achat d'équipements sont légitimes. «Il y a des immobilisations nécessaires, qui contribuent à la qualité de l'enseignement. Il n'y a pas seulement de mauvaises dettes», conclut-elle.



Le vendredi 15 juin 2007

## Crimes sexuels: la police veut dévoiler le nom des suspects aux écoles

[Caroline Touzin](#)

**Au nom de la protection des enfants, les directeurs de police du Québec exigent le droit de divulguer aux commissions scolaires le nom de suspects de crimes sexuels, pas encore accusés, qui postulent pour travailler auprès de mineurs.**

Les policiers voudraient aussi dévoiler le nom de quelqu'un qui aurait obtenu son pardon après avoir purgé une peine pour le même genre de crime. Des demandes qui vont à l'encontre de la Charte des droits et libertés et de lois provinciales.

Trois cas vécus par des policiers pris «entre l'arbre et l'écorce» dans la dernière année ont été portés à l'attention de l'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ).

C'est ce qu'a expliqué à *La Presse* son directeur général, Richard Mc Ginnis.

Au cours d'une enquête, un policier de la grande région montréalaise a découvert qu'un homme soupçonné d'avoir commis des agressions sexuelles sur des enfants venait juste d'être embauché dans une école. Le policier a averti la commission scolaire, qui s'est vue dans l'obligation de «refuser» l'information en vertu de la loi, raconte M. Mc Ginnis, ex-directeur adjoint de la police de Montréal de 1997 à 2002.

C'est que la Loi sur la police et la Loi sur la protection des renseignements personnels les empêchent d'en informer les commissions scolaires tant que la personne n'est pas accusée. «C'est la sécurité des enfants qui nous préoccupe en premier. Les enquêtes sont complexes à mener. Il peut s'écouler des mois avant que des accusations soient portées par le bureau du procureur. Pendant ce temps, le suspect côtoie les enfants», a ajouté le président sortant de l'ADPQ et directeur de la police de Laval, Jean-Pierre Gariépy.

### «Erreur» du législateur

Le législateur a fait une erreur lors de la modification de la Loi sur l'instruction publique et de la Loi sur l'enseignement privé l'an passé, croient aussi les policiers. Les commissions scolaires doivent désormais s'assurer que les gens qui travaillent en milieu scolaire n'ont pas d'antécédents judiciaires, notamment en matière sexuelle. Le hic: cette modification à la loi exclut les personnes qui ont bénéficié d'un pardon judiciaire, déplorent les chefs de police.

M. Mc Ginnis donne l'exemple d'une femme en Outaouais qui, après avoir obtenu son pardon pour plusieurs crimes sexuels, a voulu travailler dans une école. «On n'a rien pu faire», dit le policier à la retraite qui se consacre aujourd'hui à l'ADPQ. Des confrères lui ont parlé d'un troisième cas, un pédophile celui-là, aussi pardonné, qui a trouvé un boulot en milieu scolaire. L'ADPQ souligne que la Loi sur les services de garde, elle, permet de vérifier les dossiers de tout le monde, incluant ceux qui ont obtenu un pardon judiciaire.

«On veut avoir le droit de sonner l'alarme. Ensuite, ce sera à l'institution

d'enseignement de décider ce qu'elle fait avec les informations qu'on lui a transmises», ajoute Jean-Pierre Gariépy. Pour ce faire, il faudrait aussi déroger à la Charte des droits et libertés de la personne. «La protection des enfants mineurs est prioritaire», martèle l'ADPO.

Les membres de l'association professionnelle se pencheront sur ces recommandations aujourd'hui en assemblée générale. Son directeur général et son président sont convaincus qu'elles seront adoptées sans problème. Tout comme leur recommandation de saisir les permis de conduire et le véhicule d'un conducteur qui fait de la vitesse extrême, comme les policiers le font dans les cas de conduite avec les facultés affaiblies, dont *La Presse* a fait état en début de semaine.

Après l'adoption de ces recommandations, l'ADPO fera des pressions auprès des ministères concernés pour faire changer les lois.





By LAURA CZEKAJ

June 15, 2007

## Board budget talks go late

The Ottawa-Carleton District School Board met last night to decide whether it will balance its books or refuse to pass a budget and possibly trigger a takeover by the province.

The meeting went late into the evening as trustees continued to try to pass a budget. It was uncertain at press time whether the product of their work would be approved as an acceptable 2007-'08 budget.

On Monday, deadlocked trustees voted down a proposed \$635-million budget. An amended document was before the board last night.

The board came under the authority of a provincial supervisor after failing to pass a balanced budget in 2002 and could find itself in that position again if it fails to come up with an operating budget that meets provincial standards.



June 15, 2007

## Golf charity putts up cash

By LAURA CZEKAJ

York Street Public School will get new specialty sports equipment after accepting a \$7,500 donation from the Hill Charity Golf Classic.

The cheque was presented to the school by Ian Faris and Charles King, directors of the golf classic.

During the last nine years, the golf course has donated proceeds from the tournament to a wide range of worthy local initiatives.



June 15, 2007

## Web fuels food fight frenzy

By CP

MONTREAL -- The Internet is fuelling an extreme version of the high school food fight, threatening innocent teachers and students with ham sandwiches, eggs and rotten tomatoes.

Police are sounding the alarm after the third food fight at a Montreal-area high school in a week.

In the latest incident, on Wednesday, more than 20 baton-wielding officers needed three hours to quell a food fight that turned into a riot.

Three people were injured and two students were arrested and face assault charges.

Montreal police say students are using the Internet to prepare for the fights, then posting videos on websites such as YouTube.

"We all know food fights but the difference in these ones is that now it's kind of a growing thing," says Sgt. Ian Lafreniere, adding students are posting videos on YouTube to "be more provocative."

Principal Luc Beliveau says teachers and staff were expecting trouble after fights at cafeterias of two nearby schools.

Videos of those fights appeared on YouTube, while another video promised Beliveau's school was next.



Friday » June  
15 » 2007

## Scrap public schools

The Ottawa Citizen

*Friday, June 15, 2007*

It's all very well to get excited about the religious aspects of combining the public and Catholic school boards. There's another issue: Who has a clue about running a school system? My family turned to the Catholic board for my children's last four years of secondary schooling to avoid the tragically failed public system. Does no one see that the province's constant intervention is a clear sign of problems?

If they must amalgamate the boards, they should scrap the public system except for the teachers and hand off the whole shooting match, buildings and administration, to those who run the Catholic system. Of course, they'd have to drop the religious ceremonies, but I'm certain they'd cope with the problem with the flair they use to cope with all others.

Tim Penner, Greely

© The Ottawa Citizen 2007

**CLOSE WINDOW**

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Friday » June  
15 » 2007

## School board passes budget of \$634.8 million

### Trustees' decision removes threat of provincial supervision

**Roger Collier**

The Ottawa Citizen

*Friday, June 15, 2007*

The Ottawa-Carleton District School Board ended weeks of intense debate last night by approving a \$634.8-million budget for the 2007-'08 school year.

The budget passed by a vote of 6-5 with one abstention.

A deficit of \$6.2 million remains, but the board passed a vote stating its intent to repay the deficit by 2010.

"It's been a year in the making," said trustee Greg Laws, who voted for the budget. "We did the best we could given all the variables."

Trustee Margaret Lange expressed dismay at the outcome. The budget that passed was an alternative one, put forward on Monday night by Mr. Laws in place of the original staff-proposed budget. She said that a "little clique" of trustees had met and created the alternative budget.

"It wreaks havoc on the system," said Ms. Lange.

The debate grew heated at times, with trustees opposed to the budget calling the process that led to its creation "unethical" and a "disgrace."

But early in the evening, it became clear that many members on the board felt it was time the squabbling ended and the budget was passed.

"I am confident that we can bring this matter to an acceptable close this evening," said director of education Lorne Rachlis in his opening remarks.

Trustee Riley Brockington echoed the opinion.

"We must pass the budget this evening," he said.

If the board had failed to pass the budget, the Ontario government may have been forced to appoint a supervisor to assume the board's duties. Mr. Brockington made it known he thought this was not an acceptable option.

"Requesting supervision is, in my opinion, a cowardly route to take," he said.

On Monday night, the budget committee defeated the staff-proposed budget, but passed the alternative budget.

The alternative budget contained larger cuts to such items as the occasional teacher budget and the number of educational assistants, but added money for strategic planning initiatives and a diversity audit.

The board did not vote on the alternative budget on Monday, leading to last night's meeting.

Mr. Laws had proposed the alternative budget because, he said, he believed it offered a "slightly different perspective" than the one proposed by staff.

Trustee Alex Getty, however, expressed dismay at voting on two practically identical budgets. Trustee Cathy Curry voiced her opinion that by not being able to pass the budget, the board had proved itself "incompetent," "unable to take guidance," and "unable to follow simple instructions."

This year's budget has proven very difficult to pass. This is not, however, without precedent.

In 2002, the provincial government appointed a supervisor to run the board after trustees failed to produce a balanced budget. Board operations were returned to the trustees in 2003.

Last night, the board also stated its commitment to operate within its ongoing funding by the end of the 2008-'09 school year and to work with the provincial government and stakeholders to resolve educational funding issues.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

## Schools director urges board to pass budget

### Trustees debate into night on 2007-'08 spending plan

**Roger Collier**

The Ottawa Citizen

*Friday, June 15, 2007*

The Ottawa-Carleton District School Board continued to debate the 2007-2008 operating budget last night and, early in the evening, it became clear that many on the board felt it was time the debate ended.

The board's director of education, Lorne Rachlis, opened the meeting and encouraged the trustees to pass the proposed budget of \$634.7 million.

"I am confident that we can bring this matter to an acceptable close this evening," he said.

Trustee Riley Brockington echoed the opinion. "We must pass the budget this evening," he said.

The deadline to submit a budget to the minister of education is June 28. If the board cannot pass one by then, the Ontario government will appoint a supervisor to assume the board's duties. Mr. Brockington made it known that he thought this was not an acceptable option.

"Requesting supervision is, in my opinion, a cowardly route to take," he said.

On Monday night, the budget committee defeated a staff-proposed budget, but passed an alternate budget by a 7-4 vote.

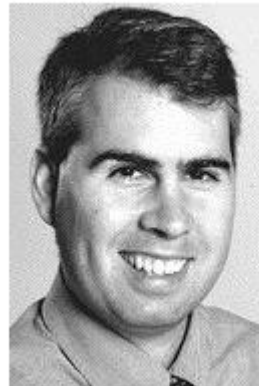
The alternative budget contained larger cuts to such items as the occasional teacher budget and the number of educational assistants, but added money to pay for strategic planning initiatives and a diversity audit.

But on Monday night, the staff-proposed budget failed on a 6-6 vote at the board, setting up last night's debate.

Trustee Greg Laws had proposed the alternative budget, saying it offered a "slightly different perspective" than the one proposed by staff.

Trustee Alex Getty, however, expressed dismay over voting on two practically identical budgets.

Trustee Cathy Curry voiced her opinion that by not being able to pass the budget, the board had proved itself "incompetent," "unable to take guidance," and "unable to follow simple instructions."



CREDIT: Rod MacIvor, The Ottawa Citizen  
Trustee Riley Brockington told the board he was confident the budget could be passed. However, at press time, the board was still debating it.

This year's budget has proven very difficult to pass. This is not, however, without precedent.

In 2002, the provincial government appointed a supervisor to run the board after trustees failed to produce a balanced budget. Board operations were returned to the trustees in 2003.

Trustee Lynn Scott voted in favour of the original budget, though expressed reservations prior to the vote.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



## Catholic board passes balanced budget



by **Patricia Lonergan**

[View all articles from Patricia Lonergan](#)

Article online since June 14th 2007, 9:00

[Be the first to comment this article](#)

**It took just over 20 minutes for Ottawa Catholic School Board trustees to pass a balanced budget on Tuesday June 12.**

The budget, which doesn't include cuts or service reductions for students, includes investments for special education and a growth in reserve funds.

Trustees have indicated the 2007-2008 budget focuses on inner city schools, student success and special education.

The \$357.3 million budget includes:

- five additional Student Success Teachers to support intermediate and high schools;
- four additional Student Success Teachers and Attendance Coaches to support inner city high schools;
- four additional Achievement Centre and Focus Program Teachers to support high schools offering these programs;
- four additional Resource Teachers to support elementary schools;
- \$200,000 additional funds to support Special Education projects including contingency staffing, professional development for staff and extra special equipment; and
- \$150,000 additional funding to support the Arts and Health Education professional development resources.

Trustees also note that class sizes are down and test scores are up.

With enrolment growth of 2.5 per cent at the secondary level and a decrease of 3 per cent for the elementary level, the budget provides educational programming for approximately 38,400 students.

### These articles could also interest you

May 4th 2007 - [More cuts looming at public school board](#)

April 12th 2007 - [Young dog left to die is abandoned again](#)

March 18th 2007 - [How the Ottawa-Carleton District School Board \(OCDSB\) 2007 budget cuts affect downtown schools](#)

March 8th 2007 - [Glebe parents plead with public board to stop education cuts](#)

March 7th 2007 - [Downtown schools hit by board cuts](#)

### Your comments